



SYFA- Afrique
Mme Konaté
 devient
 cheffe
 de la com

Page 12



Dons et aide aux
victimes et sinistrés
Les dons et le
soutien vont
droit au coeur

Les dons du Ministre Gaoual Diallo aux victimes des manifs et le geste de soutien aux sinistrés fait par Mme Lauriane Doumbouya : tout va droit au coeur des bénéficiaires. Page 6

le populaire

Edition internationale

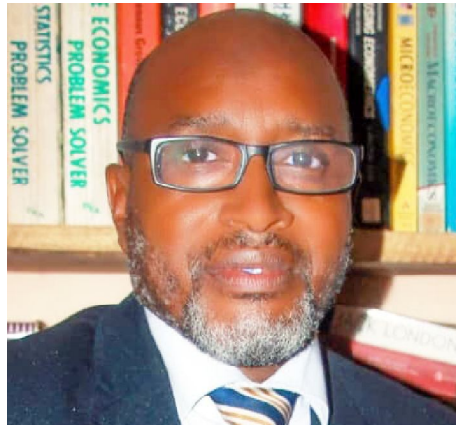
le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°888 • LUNDI 14 AOÛT 2023 • 3000 FG • www.lepopulaireguinee.com • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: +224 655 404 294

VITE DIT ...

Rendons
hommage au
magistrat
Kèlèfa Sall

Page 4



L'effritement des
relations franco-africaines:
Dynamiques, répercussions
et perspectives

Par **Thierno Mohamadou Diallo**, Enseignant-chercheur en Relations Internationales et en Anglais à l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry (UGLC-SC), doctorant à l'Université de Sierra Leone. Page 10

leadership

Il arbore la tunique de leader de l'Union
nationale des patriotes de Guinée



François Fall
revient dans
l'arène

Diplomate chevronné, ancien Premier ministre, candidat malheureux à la présidentielle de 2010, et ex-leader du Fudec, François Louceny Fall est de retour dans l'arène politique. Sous les nouvelles couleurs de l'Unpg, il est imbu d'idéal et de nobles ambitions. Page 7

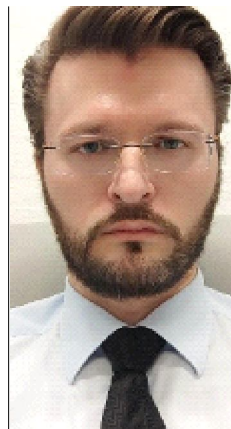
Intervention
militaire au
Niger
Pas en mon
nom !



Page 8

Diaspora
Le festival
Mahin à
Bruxelles
ce 26 août

Page 8



Ukraine Vers
l'effondrement
de la réputation
occidentale

Par **Oleg Nesterenko**, président du Centre de commerce et d'industrie européen (CCIE) spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne. Pages 2,3,4&5

Confidences PUBLIQUES

Mme Bangoura Fifi victime des eaux au pont de Kobayah

Ce vendredi 11 août 2023 sous la forte pluie qui s'est abattue sur la ville de Conakry, la victime était en partance pour son lieu de travail à l'agence principale de la BCRG (Banque Centrale de la République de Guinée) à Kaloum quand elle a été piégée dans son véhicule berline drainé par les eaux du pont qui relie Kobayah et Lambanyi. Elle n'a pas pu s'en sortir. Son véhicule s'est retrouvé dans la rivière. Qui était-elle ? Selon nos oreilles prolongées, la victime s'appelait Kadiatou Sylla, Fifi pour les intimes, et épouse Bangoura. Elle était chargée de la compense à la Bcrg.

Les premiers de la République au Bepc et au Bac panthéonisés

Le Ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation dirigé par le célèbre mathématicien Guillaume Hawing innove. Désormais un espace appelé « *Le panthéon des Majors de la République* », est ouvert pour célébrer le mérite des meilleurs des lauréats du Bepc et du Baccalauréat unique. Il a été inauguré, samedi 12 août 2023, à l'occasion de la journée des élites de l'école guinéenne. On y voit les photos de tous les meilleurs. Selon le ministre Hawing, « *il est normal de récompenser le mérite et de reconnaître ce travail* ». Les prochains premiers de la République vont également avoir leur photo sur ce panthéon. Le ministre dit qu'il prévoit la même chose pour les majors de l'examen d'entrée en 7e année.

Libre Tribune/ Par Oleg Nesterenko Président du CCIE L'Ukraine : vers l'effondrement de la réputation occidentale

Président du Centre de commerce et d'industrie européen (CCIE) et ancien directeur de l'MBA, Oleg Nesterenko est professeur auprès des masters des Grandes écoles de commerce de Paris. Il est spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne.

Dans la tribune qui suit, il partage son point de vue sur l'Ukraine et ce qu'il appelle l'« *effondrement de la réputation occidentale* ». Bonne lecture !

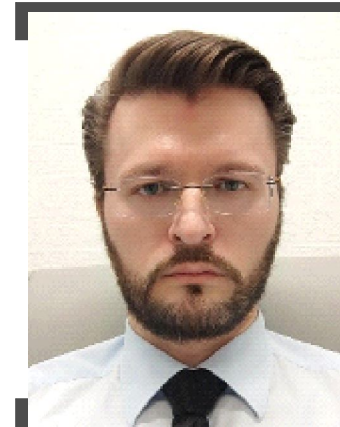
Après le monde bipolaire, existant depuis la fin de la seconde guerre mondiale et jusqu'à l'implosion de l'Union Soviétique en décembre 1991, l'actuel conflit sur le territoire de l'Ukraine est le point de gravité dans le processus de transition entre deux grandes époques de l'histoire contemporaine : l'ancienne-unipolaire - qui a perduré durant les 30 dernières années et la nouvelle -multipolaire - post-hégémonique, qui est née fin février 2022.

Etant guère adepte des théories communistes, je ne peux, toutefois, ne pas constater que les événements d'aujourd'hui ne sont que l'adaptation moderne, le reflet dans le miroir du vieux principe des révolutions exprimé par Vladimir Lénine déjà en 1913 dans son ouvrage « *Le premier mai du prolétariat révolutionnaire* » : les classes inférieures ne veulent plus vivre à l'ancienne, tandis que les classes supérieures ne peuvent

plus gouverner à l'ancienne. Soit, l'impossibilité pour la classe dirigeante de maintenir sa domination en forme inchangée. Aujourd'hui, les « *classes supérieures* » sont le monde occidental gravitant autour des Etats-Unis d'Amérique et les « *classes inférieures* » - le reste de l'humanité.

Une fois de plus, l'histoire n'apprend rien aux « *élites* » politiques et les époques se remplacent de la même manière que cela fait un siècle : dans la violence.

Les discours sur la défense de la liberté, de la démocratie et des nobles valeurs et, donc, occidentales que l'Ukraine représente et défend ne sont que les narratifs « *atlantistes* » développés via l'appareil de la propagande des médias mainstream, afin de justifier auprès des masses électorales préformatées les initiatives controversées entreprises par les représentants du pouvoir actuel du bloc de l'occident collectif



Oleg Nesterenko
Président du CCIE
www.c-cie.eu
Ancien directeur de l'MBA,
professeur auprès des
masters des Grandes
Ecoles de Commerce de
Paris, spécialiste de la
Russie, CEI et de l'Afrique
subsaharienne.

américano-centrique. Des narratifs très éloignés de la tragique réalité du pouvoir ukrainienne.

Sans entrer dans le détail des intérêts profonds des Etats-Unis d'Amérique dans le cadre de la guerre en Ukraine qui s'y déroule depuis 2014, des intérêts directement basés sur la stratégie globale de la défense des éléments existentiels pour l'état américain (voir mon analyse « *la guerre en Ukraine : la Genèse* »), il est à noter que l'arrivée à leurs objectifs pré-établis se traduisait par l'affaiblissement politico-économique significatif de la Russie d'une part, en tant qu'un des acteurs majeurs vis-à-vis du

système de pétrodollars et, d'autre part, en tant que partenaire stratégique de la Chine tant dans le domaine économique, dont les deux pays ont une véritable complémentarité, tant dans le domaine politico-diplomatique et militaro-technologique.

Le piège anglo-saxon

Les Etats-Unis d'Amérique se sont retrouvés devant un dilemme existentiel : d'une part, le scénario positif pour Washington dans l'issue de cette guerre devient chaque jour de plus en plus irréalisable ; d'autre part, les Américains ne peuvent pas se permettre de ne pas importer dans la confrontation en cours.

La victoire est un élément vital vis-à-vis de la réputation mondiale en tant que première puissance politico-militaire opérationnelle tant des Etats-Unis, tant de leurs partenaires européens - un élément vital vis-à-vis du futur de la civilisation Occidentale.

Ce qui n'était guère un élément existentiel au début du conflit - en est devenu un dès l'engagement ouvert et radical de l'intégralité du bloc occidental dans les hostilités. Aucun retour en arrière n'est possible.

Vu la spécificité de la situation politique interne aux Etats-Unis, conditionnée par les dernières défaites militaires en Syrie et en Afghanistan, ils ne leur étaient pas possible d'entrer en guerre seuls ou qu'en tandem avec le monde anglo-saxon.

Suite à la page 3

le populaire Magazine

www.lepopulaireguinee.com

EDITION & ADMINISTRATION
Edition & administration 5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Sandervalia, Kaloum, Conakry, Guinée Récépissé N°797/PR/TPI/C / Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18 /01/02
Tél.: (+224) 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com
Facebook.com/Le-populaire-conakry @LEPOPconakry
www.lepopulaireguinee.com
Compte Ecobank n°0010224601987501
Code Swift ECOGNCN ENTREPRISE LE POPULAIRE
Rib 01000 1001 0005 60029

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Diallo Alpha Abdoulaye +224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER
Alain Rivière

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Ahmed Tidiane Diallo: tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre
+224 625 73 93 96

TIRAGE 1 500 exemplaires

VG
VisionGuinee.Info

www.visionguinee.info
Tél.: 00224 664 93 14 04
00224 628 32 85 65
00224 656 27 36 91
contact@visionguinee.info

Siège social: 2e étage
immeuble radio Tamata
Fm, Koloma Marché,
Ratoma Conakry - Guinée

GUINEESIGNAL
L'information Libre et indépendante
www.guineesignal.com

www.guineesignal.com est un site internet d'informations générales et d'analyses sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

info@guineesignal.com
+224 625 130 505
+224 666 080 606

Notre but: *livrer l'information réelle en temps réel.*
Notre ligne de conduite: *L'éthique et la déontologie.*

VERITE224
Toutes les infos en direct sur la Guinée

www.verite224.com
Toutes les infos en direct
sur la Guinée

Suite à la page 2

Le monde anglo-saxon, dont nul besoin n'était de convaincre le Royaume-Uni de prendre part au conflit, vu le processus engagé par la Chine et la Russie de l'effondrement des réseaux néocoloniaux, notamment britanniques, sur le continent noir et qui mènera, à terme, à de très graves répercussions vis-à-vis du système financier de la City de Londres - centre traditionnel du brassage des gigantesques revenus de l'exploitation des matières premières de l'Afrique.

Un travail en profondeur, très certainement, a été réalisé auprès de Bruxelles. L'Union Européenne et ses pays-membres sont tombés dans le piège américano-britannique qui a fait stimuler les égos des élites politiques du vieux continent vis-à-vis de la grandeur et de la domination du passé qui est en déclin constant avec l'émergence de nouveaux centres de gravités idéologiques en Chine et en Russie. La grandeur et la domination leur ont été proposées de retrouver en entrant en guerre, estimée gagnée d'avance, contre les nouveaux challengers.

De la « guerre-éclair » vers la guerre d'usure

Initialement, au déclenchement de la nouvelle phase de guerre, il était prévu que les sanctions contre la Fédération de Russie d'une amplitude sans précédent dans l'histoire contemporaine, mises en œuvre par l'occident collectif sous le patronat de Washington et soutenues sous la pression politico-économique par une partie du monde non occidental dès les premiers jours de la guerre, auraient dû ébranler l'économie russe en quelques mois et la mettre sur le chemin précalculé de l'effondrement inévitable, et faire de la Russie un état-paria. Un état-paria non pas pour une période de quelques mois ou années, mais pour toute une époque future. Toutefois, dès le déclenchement des sanctions, des signes inquiétants de la résistance inattendue de l'économie russe sont apparus, parallèlement au refus des acteurs majeurs non occidentaux de condamner l'initiative de Moscou sur le territoire de l'Ukraine, malgré la coercition « atlantiste » hors du commun. Les Etats-Unis d'Amérique se sont retrouvés dans l'incapacité

de fédérer autour d'eux le monde non occidental dans leur projet antirusse. Le plan primaire qui a dû fonctionner contre la Russie à court terme, en quelques semaines, voire des mois, a totalement échoué. L'effondrement de l'économie russe qui n'a pas eu lieu, étant l'une des raisons-clés de la guerre en Ukraine, afin, notamment, qu'au moment de la phase majeure de la future confrontation des Etats-Unis face à la Chine la Russie ne puisse se permettre le soutien significatif de son partenaire stratégique asiatique sous la menace de nouvelles sanctions que le pays avec une économie censée être anéantie ne serait en mesure de s'accorder - il était nécessaire de modifier la stratégie.

L'action américaine a été donc fondamentalement revue à la base et s'est tournée vers la stratégie de l'usure à long terme. Stratégie qui ne pouvait fonctionner sans l'élément initialement imprévu : le financement d'une ampleur sans précédent du pouvoir ukrainien. Une ligne de crédit inédite dans l'histoire contemporaine a été ouverte à cet effet au bénéfice de Kiev.

Le projet des négociations face à la Russie à genoux

Certains experts du camp « atlantiste », en répétant en écho les slogans adressés par la propagande de Kiev à leurs masses, prônent pour objectif indispensable le retour de l'Ukraine à ses frontières de 1991 en le présentant comme étant parfaitement réalisable. C'est à dire, la reprise à la Russie et l'instauration du pouvoir de Kiev sur les villes, telles que Donetsk et Lougansk à Donbass et Simferopol avec Sébastopol en Crimée. Sébastopol, dont la principale raison de la récupération de la Crimée par la Russie était le danger imminent, à la suite du coup d'état de 2014 à Kiev, de la perte de la base navale russe située dans la ville et sa reprise opérationnelle par les forces navales de l'Otan. Les personnes qui envisagent sérieusement un tel scénario ne sont que la caricature grotesque et l'insulte au qualificatif d'expert. Point nécessaire de détailler leur position et de rappler que la probabilité de la reprise par l'Ukraine, par exemple, du port militaire russe de Sébastopol est infiniment plus

faible que l'utilisation massive des armes nucléaires dans le conflit en cours. Cela étant, l'utilisation de la composante nucléaire de la défense russe dans la confrontation est actuellement proche de zéro.

Aujourd'hui, l'objectif du bras armé de l'occidental collectif : importer un maximum d'éléments sur le terrain et, ensuite, de négocier en position de force face à la Russie, censée être ébranlée.

Une forme d'amateurisme déconcertant et la méconnaissance du raisonnement quasi-génétique du peuple russe ne permet pas de faire comprendre aux auteurs de cette stratégie que la négociation clé à partir de la position de faiblesse, quand bien même elle aurait lieu, sur les éléments vitaux pour la Fédération de Russie est totalement inconcevable pour cette dernière et n'aura jamais lieu.

Si par la suite d'une série d'événements la Russie était, hypothétiquement, mise ponctuellement en position de faiblesse, ce n'est pas une négociation tant espérée, plus que naïvement, par l'Occident collectif face à la Russie affaiblie qui aurait lieu, mais un recul suivi d'une reconsolidation et remobilisation des moyens à disposition de la Fédération de Russie pour le retour sur ses positions de domination de la situation.

A souligner que dans les circonstances économique-militaires de ce jour, d'une part, des pays de l'Otan et, d'autre part, de la Russie, la probabilité de réalisation du scénario occidental dans les années à venir est mathématiquement proche de zéro.

Il est intéressant de noter qu'il existe un certain nombre d'analystes américains de grande renommée, dont un ancien patron du département de planification de la politique extérieure du Département d'Etat, qui considère que non seulement une grande défaite dans l'actuelle offensive ukrainienne, tant promise auprès des masses occidentales, afin de continuer à maintenir le tonus nécessaire pour la continuation du financement du conflit, serait catastrophique, mais également une hypothétique grande victoire de l'armée ukrainienne dans cette entreprise ne serait pas moins catastrophique que la défaite. Ce type d'analyse n'est guère le signe de la schizophrénie ou du dédoublement de la personnalité, mais bien d'une profonde et lucide compréhension des processus en cours : la réaction de la Russie suivra et sera proportionnelle à la néces-

sité de l'anéantissement d'une nouvelle menace grave.

Néanmoins, je ne peux que rassurer les analystes en question : en prenant en considération les éléments stratégiques des dispositions des forces en confrontation à ce jour, il n'y a pratiquement aucun risque que l'actuelle initiative de Kiev poussée par ses créateurs obtienne un succès. Et la probabilité qu'elle ait un succès majeur et à long terme, au point de faire reconsidérer en profondeur la stratégie de Moscou vis-à-vis de l'Ukraine est, tout simplement, inexistante.

Le franchissement des tabous

Aujourd'hui, la compréhension de la réalité sur le terrain des opérations qui diffère grandement du plan de guerre initialement prévu, mène le bloc occidental vers une forme de panique opérationnelle qui se traduit dans l'accroissement chaotique des aides militaires supplémentaires totalement imprévues pour l'agent exécutant dans la confrontation sur le terrain - l'armée ukrainienne. Cet accroissement chaotique se reflète dans le franchissement des tabous établis par les responsables occidentaux eux-mêmes, comme la livraison à l'Ukraine des obus d'uranium appauvri, des chars occidentaux et les futures livraisons des avions de combats américains (et, ensuite, européens ?) en réduisant, proportionnellement, la marge de manœuvre avant le déclenchement des hostilités directes entre l'armée russe et celle de l'Otan.

Notamment, la spécificité de l'exploitation des avions de combat F-16 qui seront prochainement fournis à l'Ukraine est telle qu'il est totalement impossible de la réaliser intégralement, d'une manière autonome, sur le territoire de l'Ukraine. Et selon le rôle proportionnel des bases aériennes situées, notamment, en Pologne et en Roumanie, dans l'exploitation de l'aviation en question - l'état-major russe prendra la décision de les bombarder ou pas. Si le ravitaillement des F-16 en munitions a lieu en dehors de l'Ukraine - les frappes russes des lieux en question seront pratiquement inévitables, car, selon les lois de guerre, les pays visés seront considérés en tant que belligérants, participants directs aux combats.

Suite à la page 4

Ils ont dit



Le ministre de l'Administration du territoire Mory Condé (accompagné de son homologue des Infrastructures Gando Barry), le 11 août 2023 à Entag Nord où deux personnes ont péri dans les inondations: «Partout où nous avons connu des cas d'inondations, c'est parce que les citoyens ont construit sur les canaux d'évacuation d'eaux. C'est ce qui est à l'origine de tous ces drames que nous connaissons.»



Guillaume Hawing, ministre de l'Enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation, lors de la réception, vendredi 11 août 2023 des premiers de la République aux examens nationaux, session 2023: «Je me suis amusé à faire un petit travail. J'ai cherché à connaître les premiers de la République de 1985 à nos jours. Depuis 1985, il y a eu 179 premiers de la République dont 8 filles seulement. Ce qui m'a impressionné, c'est que de 1985 à 2023, le premier des premiers, c'est-à-dire celui qui a eu la plus haute note, c'est le premier de cette année qui vient de Nzérékoré avec 18,99 de moyenne. La première des premières, c'est celle de cette année. Cela m'a vraiment impressionné. Je ne suis forcément pas sur un terrain de comparaison, parce que je sais que les sujets ne sont pas les mêmes, les conditions ne sont pas les mêmes et il y a beaucoup d'autres aspects qui rentrent en compte. Le président de la transition a été très clair quand je fus nommé ministre de la République, il m'a dit deux choses. Il m'a fait savoir que l'école de République, ce n'est pas seulement à Conakry.»

Guinea News
www.guinafnews.org
Site d'informations générales et d'analyses de l'actualité sociopolitique en Guinée et dans certains pays francophones d'Afrique. Basé à Montréal (Québec) Canada, le site a été fondé le 2 février 2020 à Conakry par Ibrahim Sory Baldé, ancien du CESTI de l'UCAD.

Afriquotidien.com
www.afriquotidien.com
Site web d'informations générales et d'analyses basé en Guinée.
info@afriquotidien.com
Service commercial : +224 620 56 67 45.

LoupeGuinee.com
L'info dans toute sa dimension
www.loupeguinee.com
L'info dans toute sa dimension
Site d'informations générales
+224 664 37 96 20/ 623 81 32 02
onetopic84@gmail.com

MEDIA GUINEE .com
www.mediaguinee.org
Site d'informations générales fondé en 2010.
Adresse: Bonfi - Conakry
+224 622 29 05 65
mediaguinee@gmail.com

www.focusguinee.info
FOCUS GUINEE
Site d'informations Générales et d'Analyses

CONAKRY LIVE
www.conakrylive.info
Site d'informations, d'investigations et de promotion de la Guinée
www.conakrylive.info

wondima.com
Lisez et faites lire
www.wondima.com

Guinée28.info
Lansanaya barrage, Matoto, Conakry.
+224 624249398 - 656924162 - 666392909
Email : alfaguinee28@gmail.com
Facebook: https://www.facebook.com/Guinee28
www.guinee28.info

Vite dit ...

Rendons hommage au magistrat Kèlèfa Sall

Très certainement, à la célébration de la rentrée judiciaire, les notables de la profession et les partisans de l'Etat de droit - qui garantit le bon exercice de la démocratie et des droits de l'Homme - vont commémorer l'éviction de Kèlèfa Sall de la Cour constitutionnelle le 28 septembre 2018. Ce magistrat qui a dignement et valablement servi pendant 3 ans, 5 mois et 21 jours en qualité de président de cette vénérable institution gardienne de la constitution (de 2015 à 2018) sans jamais accepter de sacrifier la dignité de la profession à ses intérêts politiques à court terme, nous a quittés le 27 juillet 2019 des suites de maladie à l'Hôpital de l'amitié sino-guinéenne de Conakry. Son nom reste gravé dans la mémoire collective comme un magistrat intègre, grand serviteur de la séparation des pouvoirs, et un valeureux militant de la démocratie. Merci à tous de rendre hommage au monument qu'il fut. Déjà, le 27 juillet 2023, à l'assemblée générale ordinaire tenue dans la salle d'audience du tribunal de première instance de Dixinn délocalisé dans l'enceinte la Cour d'appel de Conakry, le président de l'Association des magistrats de Guinée, Mohamed Diawara, l'a cité dans son discours pour avoir « *participé activement et loyalement au rayonnement de l'institution judiciaire de notre chère Guinée* ». Ajuste raison. Car, l'histoire, en plus d'être têtue, retient pour de bon tous nos faits et gestes. C'est ainsi qu'en 2015, M. Sall avait conseillé au président Alpha Condé lors de sa prestation de serment pour un second et dernier mandat constitutionnel de se garder de « *succomber à la mélodie des sirènes révisionnistes* ». ■

Par Alpha Abdoulaye Diallo

Suite de la page 3

Le drone militaire américain abattu par l'aviation de guerre russe au-dessus de la mer Noire n'est qu'un modeste prélude à la confrontation militaire de grande ampleur qui peut encore avoir lieu entre la Russie et l'alliance atlantique et peut, selon la doctrine militaire russe en vigueur, aboutir à l'utilisation des armes nucléaires tactiques et stratégiques contre les objectifs ennemis.

Les réalités du potentiel des Russes

Du côté de Moscou, l'obtention de la satisfaction à l'issue du conflit en Ukraine est également un élément existentiel pour la Fédération de Russie. Une hypothétique défaite est totalement inconcevable pour le Kremlin, de même que pour le peuple Russe, car elle mènerait directement à l'effondrement et interne et externe du pays. De ce fait, l'occident commet une grave erreur de calcul en estimant que même une réussite hypothétique de l'offensive ukrainienne pourrait changer le cours de la guerre et mènerait vers la victoire du pouvoir en place à Kiev.

L'unique réalité : cela ne fera qu'augmenter la croissance des forces militaires actives russes sur le front et ne fera que prolonger la durée de la guerre. L'issue fatale pour les intérêts visés par Kiev est une constante inébranlable.

Le retour de territoires des régions du Donetsk et de Lougansk, leurs capitales incluses,

sous le contrôle du pouvoir de Kiev peut frôler uniquement les esprits errant dans les domaines de la fantaisie. De même, parler du retour de la péninsule de Crimée au sein de l'état ukrainien n'est qu'un signe d'un simple manque d'intelligence et d'une coupure profonde de la réalité.

Pourquoi ?

Si, hypothétiquement, la situation sur le terrain des opérations militaires se dégradait au point de représenter un danger réel de perte des territoires du Donbass et de la Crimée admis au sein de la Fédération de Russie - ce qui n'a jamais été le cas, pas un seul jour depuis 2015 - la Russie procéderait à l'implication de l'intégralité de ses capacités militaires et atteindrait ses objectifs dans n'importe quel cas de figure. La réalité très soigneusement cachée par les pouvoirs occidentaux à leur public est sans équivoque : durant la seconde guerre mondiale, la Russie a engagé 60% de son PIB pour importer face à l'Allemagne nazie. Aujourd'hui, sans rappeler le fait que l'économie russe se porte incomparablement mieux par rapport à ce qui était prévu même dans les prévisions les plus pessimistes du camp atlantique, que la Russie est tout, sauf isolée du reste du monde ; que l'industrie de l'armement russe a démultiplié sa production par 2,7 en un an - je tiens à rappeler une autre réalité qui est la réponse à l'intégralité des questions et des doutes qui peuvent en exister sur le

sujet : à ce jour, la Fédération de Russie n'a engagé que 3% du PIB dans l'effort de guerre face à l'Otan sur le territoire de l'Ukraine.

Je vous laisse imaginer l'ampleur et la vitesse du désastre pour le camp occidental si la Russie décidait d'engager non pas 60%, mais 6%, au lieu de 3% de son PIB pour en découdre. La raison de la non-augmentation supplémentaire de la part du PIB vis-à-vis du conflit en Ukraine est très simple : les calculs démontrent qu'il est nul besoin de le faire pour arriver à des objectifs préétablis.

De même, en cas d'une nécessité absolue, cela sera non pas des centaines de milliers, mais des millions de soldats supplémentaires au front - ce qui n'est pas une mission impossible avec une population supérieure à 146 millions d'habitants. Et ce n'est pas la fabrication de centaines de milliers de chars et avions de combat de la dernière génération par an qui peut, industriellement, être mise en place dans des délais relativement restreints.

Si la Russie avait des hypothétiques pertes stratégiques sur les champs de bataille - ce n'est pas le recul et la capitulation russe tant attendus qui auraient lieu - seuls les esprits dérangés et totalement ignorant la mentalité du peuple russe peuvent envisager un tel scénario - mais uniquement l'escalade de la confrontation et l'augmentation significative à l'effort de guerre. Il est déplorable de constater que les décideurs actuellement au pouvoir en Occident n'ont pas été aptes à apprendre l'élé-

ment majeur les concernant dans la grande leçon de l'histoire et sous-estiment très grandement les capacités sans égal du peuple Russe de se mobiliser pour vaincre l'ennemi, dès que le seuil du danger existentiel pour le pays est atteint. La Russie est très loin d'un tel seuil et je ne peux qu'espérer pour le bien être des pays occidentaux qu'il ne sera jamais atteint.

Risque civilisationnel

Après les siècles du rayonnement et de l'exposition au monde non occidental du modèle de la réussite exemplaire de la société occidentale, nous sommes arrivés au point de l'exposition d'une toute autre nature : celle de la dégénérescence et de la destruction à vitesse grandissante des valeurs et des principes sociétales qui ont forgé la civilisation occidentale depuis les deux derniers millénaires.

Les hommes et femmes politiques qui ont pris aujourd'hui le pouvoir sur la majeure partie du vieux continent ne sont pas dans la capacité de comprendre que le rejet de plus en plus grandissant du modèle occidental par le reste du monde, dont la guerre en Ukraine n'a fait qu'accroître le processus et n'a fait que tomber les masques, a, pour son fondement, le refus de la nouvelle idéologie sociétale occidentale axée sur le néolibéralisme et la domination des intérêts des diverses minorités sur ceux de la majorité - ce qui est, en soit, le projet de « l'anti-société ».

Suite à la page 5

“
Séjour en Famille
Une vie au village
2 à 6 Jours,
nuit chez l'habitant



CONTACTEZ-NOUS

Tél: (+224) 622 31 76 36

www.guineerando.com

VOYAGER,
DÉCOUVRIR,
PARTAGER

Suite de la page 4

Ce qui a séduit hier - ne séduit guère aujourd'hui.

La quasi-intégralité des chefs d'Etats européens à ce jour ne sont que des traîtres à leurs nations et dont une de leurs rares grandes qualités en commun est celle de creuser d'une manière exponentielle les dettes des pays qu'ils représentent et d'imposer au centre des intérêts majeurs des nations ceux des minorités destructrices qui privent de plus en plus la majorité de leurs droits et libertés, et qui se montrent, en même temps, de plus en plus mécontentes et insatiables.

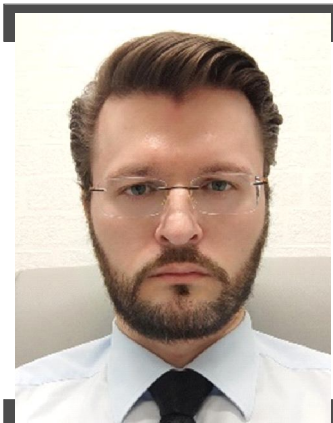
Dès février 2022, observant la flagrance des doubles standards appliqués par la communauté occidentale, observant la confiscation totalement illégale selon le droit international, le vol des réserves financières russes - les pays du monde non occidental s'éloignent d'une manière accélérée de cette dernière, constatant, à juste titre, qu'ils peuvent être les prochaines victimes.

L'effondrement de la réputation de l'Occident en tant que terre du droit a eu lieu.

Après ce premier effondrement, l'effondrement de la réputation politico-militaire de l'occident collectif vis-à-vis de l'opinion du reste du monde est inévitable. Plus aucun engagement occidental garantissant sa force militaire ne sera crédible. Les prolongations répétées des investissements massifs dans la guerre sur le territoire de l'Ukraine ne sont dues qu'à la tentative de nuancer les dommages majeurs que l'image de la puissance et de la crédibilité militaire « atlantiste » subiront.

L'ampleur sans précédent des investissements est directement proportionnelle à la compréhension de l'ampleur du désastre réputationnel qui suivra. La motivation du camp occidental est d'autant plus soutenue que derrière la réputation globale c'est la réputation et l'avenir politique purement personnel des dirigeants impliqués qui sont en jeu.

Néanmoins, si pour les Etats-Unis d'Amérique, pris à part, les intérêts en jeu sont très au-delà de l'élément unique de leur réputation - la guerre en Ukraine n'est que la démonstration d'une étape intermédiaire de la lutte des Etats-Unis pour sa survie dans son état actuel qui est inconcevable sans la sauvegarde et l'élargissement des monopoles et la sauvegarde de la domination unipolaire politico-militaire ou, plus précisément, militaro-monnaire à l'échelle mondiale - pour les



Oleg Nesterenko
Président du CCIE
www.c-cie.eu
Ancien directeur de l'MBA,
professeur auprès des
masters des Grandes
Ecoles de Commerce de
Paris, spécialiste de la
Russie, CEI et de l'Afrique
subsaharienne.

pays de l'Union Européenne, toutefois, la poursuite de leur participation dans le conflit russo-ukrainien est qu'une question de « sauvegarde de la face » qui peut encore être nuancée.

Ainsi, pour les états-membres de l'UE, il existe une voie alternative, une voie de la sortie de crise profonde de leur engagement contre la Fédération de Russie: le changement de gouvernance suivi d'un rebond significatif de souverainetés nationales, dont les indicateurs d'aujourd'hui sont au plus bas depuis 1944, ainsi que le retour vers la politique de la protection des valeurs sociétales traditionnelles qui ont fait leur preuve et qui sont les seules à être constructives et viables à long terme et sont les seules à ne pas être rejetées par le reste de l'humanité.

Le changement de gouvernances au niveau des états souverains avec l'arrêt par les futurs leaders politiques du maintien de l'assistance militaro-financière du régime de Kiev, couplé d'une nette désolidarisation de la politique menée par les prédateurs, aujourd'hui au pouvoir, qui absorberont ainsi en grande partie le désastre réputationnel.

Ceci est l'unique voie non désastreuse de la sortie de crise que l'Europe vit aujourd'hui, mais qui paraît, néanmoins, très hautement improbable quant à sa réalisation dans les temps qui couvrent le conflit en Ukraine. Car, à l'heure d'aujourd'hui, il n'existe en Europe aucune force politique prête à s'engager en contre courant au risque garanti de perte de la masse électorale, trop embriaguée et formatée par les outils de manipulation de masses, tels que le filtrage et la distorsion de la réalité dans le cadre de la guerre de la propagande « atlantiste » et de la désinfor-

mation menée par les médias mainstream.

Le choix du futur

Aujourd'hui, les états du monde sont mis devant le choix stratégique. Le choix qui les laissera soit en position qui est la leur depuis des décennies, soit qui modifiera leur perception et leur rôle sur la scène internationale: rester dans le sillage et sous la domination directe ou indirecte de la puissance militaro-monnaire américaine, épaulée par le vieux continent, ou de changer le vecteur de leur politique étrangère et de rejoindre l'alliance multipolaire qui est, dorénavant, incarnée par les membres du BRICS qui, depuis sa création en 2006, s'est démontrée comme une structure viable de la coopération économique seigne, construite sur les principes fondamentaux de la non-ingérence, de l'égalité des droits et du bénéfice mutuel.

Contrairement à des narratifs propagés par les mass-médias américano-centrique, la nouvelle formule des relations initiée par la Fédération de Russie séduit de plus en plus de pays qui constatent la défaillance du système de la coopération économique axée sur le modèle occidental vis-à-vis de leurs intérêts nationaux.

L'organisation BRICS, constituée du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, représente plus de 40% de la population de la Terre et plus de 1/3 de son PIB et de sa surface, a reçu en juin et en novembre 2022 les candidatures officielles à l'adhésion de la part de trois nouveaux pays, dont deux sont des géants énergétiques: l'Algérie, l'Argentine et l'Iran.

Beaucoup d'autres états ont exprimé leur intérêt à entrer dans le BRICS: les Emirats Arabes Unis, la Turquie, l'Indonésie, la Syrie, l'Arabie Saoudite, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Mexique, la Thaïlande, le Nigeria, le Cambodge, la Malaisie, le Sénégal, l'Ouzbékistan, les Fidji, l'Éthiopie et même un pays-membre de l'EU - la Grèce. L'Égypte et le Bangladesh sont les candidats officiels à l'adhésion dès ce mi-juin 2023. Cela étant, il est à noter que BRICS n'est nullement un club aux portes largement ouvertes à tous. La nouvelle structure n'a aucune attention de répéter les graves erreurs d'autres unions, notamment, de l'Union Européenne qui a fait entrer dans ses rangs ceux qu'on peut qualifier de « n'importe qui », dont les agents d'influence directs des Etats-Unis qui ont fait anéantir la possibilité du développement politico-économique de l'Union d'une manière autonome de la supervision nord-américaine. Comme exemple, la candidature de la Corée du

Sud- pays totalement vassalisé par l'Occident - fait partie de celles qui ont été rejetées à la suite de son incompatibilité avec les intérêts et les principes du BRICS.

Malgré les évidences, dont l'un des éléments fondamentaux est l'intérêt mondial sans précédent vers la structure du BRICS face au G7 et même au G20, le pouvoir « atlantiste » continue à répéter ses mantras fantaisistes sur l'isolement de la Fédération de Russie et sa mise en état de paria, au lieu de refléter l'évidence qu'il essaie frénétiquement de cacher à leur électorat.

Le choix des Français

Non seulement faire valoir les intérêts stratégiques de la France sous le fonctionnement actuel de l'Europe à 27, dont les intérêts de plusieurs états-membres sont pratiquement à l'opposé de ceux des Français, est une totale utopie, mais le retour même à l'Europe des Six de 1973 n'est guère une solution salvatrice, comme elle est, parfois, présentée par des certains analystes.

Car, depuis les 40 dernières années, l'Allemagne a subi de profondes mutations au sein de ses doctrines et stratégies du développement à long terme qui, sur plusieurs éléments-clés, vont directement à l'encontre des intérêts politico-économiques et militaro-industriels de la France.

Dans ce contexte, si la France, en ce qui la concerne, ne prend pas le chemin nettement souverainiste dans la protection de ses intérêts nationaux vis-à-vis de sa participation dans des blocs internationaux américano-centriques, dont le réel rôle de Paris n'est plus qu'auxiliaire; si les élites politiques actuelles n'apprennent pas à développer leurs capacités de vision à long terme - il n'existe strictement aucun projet national digne de ce nom avec une vision ne serait-ce que sur les 15 années à venir - le processus de désagrégation de l'image de la France en tant que puissance ne va que s'amplifier et ses capacités de projection à l'international ne continueront que de se restreindre, ce qui, à terme, mènera inévitablement vers la marginalisation du peuple français vis-à-vis des processus qui construisent le monde de demain. ■

Par **Oleg Nesterenko**
Président du CCIE
(www.c-cie.eu)

(Ancien directeur de l'MBA,
professeur auprès des
masters des Grandes Ecoles
de Commerce de Paris,
spécialiste de la Russie, CEI
et de l'Afrique subsaharienne)

En bref

CRIME ÉCONOMIQUE

Deux condamnés libérés

Rebondissement dans l'affaire OGP. L'ancien Directeur général et l'ancien DAF de l'Office guinéen de publicité (OGP) sont libres. Le 2 août 2023, Paul Moussa Diawara et Inza Bayo ont bénéficié d'une libération sur décision des hautes autorités de la justice, apprend-on de sources généralement bien informées dans les milieux judiciaires. Ils y séjournèrent depuis le 20 juin 2023 suite à leur condamnation par la CRIEF (Cour de répression des infractions économiques et financières) à une peine d'emprisonnement de 5 ans et au paiement de 50 millions de francs guinéens.

Les deux accusés avaient été reconnus coupables de détournement de deniers publics portant sur un montant de plus de 39 milliards de FG. La nouvelle de leur libération express fait le tour du monde. A la Maison centrale de Coronthie, dans les milieux politiques et judiciaires, les commentateurs vont bon train autour de « la clémence de » du régime de la Transition dont ils sont les heureux bénéficiaires. ■



Paul Moussa Diawara et Inza Bayo. (© Le Populaire)

CONSOMMER LOCAL

Pas d'exportation en saison des pluies

Depuis le 17 juillet 2023, les producteurs locaux sont interdits d'exporter les denrées alimentaires de grande consommation pour une période de six mois. Les denrées concernées par cette mesure sont le riz, l'oignon, la pomme de terre, le piment, l'aubergine, le gombo, la tomate, le taro, le manioc, le maïs, la farine (de manioc, maïs, du fonio, de l'igname), la patate douce et l'huile rouge. Selon un communiqué du ministère du Commerce, la douane et la police sont chargées de l'application stricte de cette mesure de suspension temporaire visant à préserver ses stocks et stabiliser les prix à l'intérieur du pays. ■



www.karakannews.com

Site d'information générale et d'analyse
Tél. : +224 622 72 01 20
karakannews@gmail.com



site d'informations générales du droit guinéen créé en 2017.
makoura65@gmail.com
+ 224 624 346 264
Coankry, Guinée



Les informations sur la Guinée en un seul clic

www.laguinee.info

+224 621 090 818 / +224 621 372 426
Koloma2 Carrefour Cirage, C/ Ratoma.
contactlaguinee@gmail.com /
ibrahimasonry624@gmail.com



L'infos dans toute sa dimension

www.loupeguinee.com

L'info dans toute sa dimension
site internet d'informations générales
et d'analyses
+224 664 37 96 20/ 623 81 32 02
onetopic84@gmail.com

Les dons du **Ministre Gaoual Diallo** aux victimes des manifs et le geste de soutien aux sinistrés fait par **Mme Lauriane Doumbouya** : tout va droit au cœur des bénéficiaires

Ce jeudi 10 août à la maison des jeunes de Kipé à Conakry, Ousmane Gaoual Diallo a fait parler son cœur. Les jeunes de l'Axe accueillent son geste de solidarité et l'apprécient à sa juste valeur. Homme politique engagé, l'actuel Porte-parole du gouvernement, le ministre des Postes, télécoms et de l'économie numérique, Ousmane Gaoual Diallo, répond à l'initiative des jeunes de l'Axe. Et cela va droit au cœur des 9 personnes récipiendaires du don composé de 18 motos neuves, des enveloppes remplies d'argent, et une prise en charge de l'évacuation médicale en faveur de 4 patients en Tunisie. L'apport de Gaoual Diallo soulage ces victimes des manifestations sociopolitiques entre 2012 et 2013. Deux des bénéficiaires de son geste de solidarité sont des jeunes touchés par balle à Koloma et Bambeto et la veuve de Roger Bamba décédé en détention en 2020 sous le régime Alpha Condé. Cette initiative est l'œuvre du président du Mouvement pour l'alternance en Guinée, Baba Alimou Barry. Il remercie « toutes les personnes qui ont accepté de soutenir cette initiative en accompagnant le ministre



Le président du Mouvement pour l'alternance en Guinée, Baba Alimou Barry pendant la remise du don. Et la Première dame au chevet des familles des victimes et sinistrés. (© Photomontage)

Ousmane Gaoual Diallo » dans la réussite de la mobilisation du don. Au nom du ministre Gaoual Diallo, le président du parti PUR (Parti de l'unité et du renouveau), Louda Baldé, a encouragé les victimes à faire bon usage du don. Citons, à titre d'exemple, l'aide et le soutien apporté à l'handicapé à vie, Amadou Bailo Diallo, 30 ans, alité depuis 2013 qui a reçu 2 motos et 8 millions FG et Mme Christine Mamy, veuve Roger Bamba qui bénéficié de 2 motos et 20 millions de FG.

Aux côtés des sinistrés et des victimes

La Première dame de la République était au chevet des familles des victimes et sinistrés

des inondations de ces derniers jours à Coyah et Kindia. Mme Lauriane Darboux-Doumbouya a apporté une aide d'urgence en faveur des familles des victimes et des sinistrés des localités de Kouriya à Coyah et de Yabara à Kindia touchées par les inondations enregistrées samedi 5 et dimanche 6 août 2023. Le mercredi 9 août 2023, elle a rendu hommage à Aboubacar Kourouma, électricien mort dimanche dans les inondations en tentant de sauver une fillette coincée au milieu des eaux à Kouriah.

« Je tiens à exprimer ma solidarité et ma compassion envers toutes les personnes touchées par cette catastrophe naturelle. Les inondations ont non seulement causé des dégâts matériels, mais ont également perturbé la

vie quotidienne de nombreuses familles. En tant que Première Dame de la République de Guinée, il est de mon devoir d'être aux côtés de ceux qui souffrent. Les dons que nous offrons aujourd'hui, tels que le riz et les articles essentiels, visent à apporter un soulagement. Nous comprenons que la reconstruction prendra du temps et exigera une coordination minutieuse. C'est pourquoi nous appelons les acteurs gouvernementaux et de la société civile à se mobiliser en solidarité envers nos concitoyens affectés », a déclaré Mme Darboux-Doumbouya au cours du symposium.

Jeudi 10 août à Kindia où elle a apporté son soutien à la famille de Mme Fatoumata Karim Camara à Kindia, mère de quatre enfants, décédée suite à un glissement de terrain à Yabara,

Le Première dame a appelé à « travailler ensemble pour prévenir de telles catastrophes dans l'avenir ».

L'ANGUCH (Agence nationale de gestion des urgences et catastrophes humanitaires) qui fait état de 2 morts et près de 3500 personnes impactées, a aussi envoyé des vivres aux populations. L'agence souligne que 3496 personnes sont impactées dans 327 ménages, dont plus de 1400 enfants de moins de dix ans.

A Conakry également, des cas de mort d'hommes sont à déplorer. Vendredi 11 août 2023, Mme Bangoura Kadiatou Sylla, fonctionnaire de la BCRG (Banque centrale de la République de Guinée) a péri à bord de sa voiture emportée par les eaux au niveau du pont de Kobaya. A Entag sur la T6, deux personnes ont trouvé la mort dans les inondations.

Le ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation, Mory Condé, pointe un doigt accusateur sur les constructions qui obstruent l'évacuation des eaux de ruissellement. ■

Par Gordio Kane



MISS GUINEA NORTH AMERICA 12TH EDITION

HONORING GUINEAN GIRLS IN NORTH AMERICA

Beauty - Brain - Grace - Culture
Live Performances from Artists

AUGUST . 26 . 2023

TIME : 6PM
TICKETS : \$100 VIP : \$150

TICKETS AVAILABLE THROUGH
www.universe.com

THE FILLMORE SILVER SPRING, 8856 COLESVILLE ROAD. SILVER SPRING.







François Louceny Fall signe son retour dans l'arène politique



Ancien Premier ministre (du 23 février à sa démission le 24 avril 2004) sous le régime du général Lansana Conté, candidat malheureux à la présidentielle de 2010, et ex-leader du parti politique dénommé Fudec (Front uni pour la démocratie et le changement, fondé en 2009), l'Ambassadeur **François Louceny Fall** (sur la photo) est de retour dans l'arène. Sous les nouvelles couleurs de l'UNPG, il est imbu d'idéal et de nobles ambitions.

Il arbore désormais la casquette de président aux couleurs de l'UNPG (Union nationale des patriotes de Guinée). Ce samedi 17 août à partir de 10h, à proximité de Kipé-Africof, le siège de l'Unpg a accueilli la cérémonie officielle de présentation de la ligne politique et des nouvelles orientations que se donne l'ancien allié électoral du professeur Alpha Condé. En 2010, il avait récolté 0,5 % des voix au premier tour de la prési-dentielle. Né en 1949, marié et père de cinq enfants, cet homme politique qui signe son retour dans l'arène, est titulaire d'une maîtrise en droit international de l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry.

En phase avec ses compatriotes

M. Fall connaît bien les réalités sociopolitiques du pays, la nature des problèmes soulevés par le coup d'Etat du 5 septembre 2021 et les défis à relever par la classe politique en pareil cas, comme dans toute autre situation qui risque de porter atteinte à la paix et la cohésion sociale. En plus, la plupart des acteurs ouvertement engagés pour le retour à l'ordre constitutionnel lui sont familiers. Son témoignage en qualité de victime au procès des événements du 28 septembre 2009 montre à l'évidence qu'il fait partie des personnalités incontournables de l'arène. Aussi, il est préoccupé par les dures réalités économiques touchant le quotidien des Guinéens et leurs voisins ouest-africains.

Expérience et expertise

Il vient donc apporter sa modeste contribution patriotique à la réussite de la transition comme le fait déjà son jeune frère Lansana Kouyaté, un autre ancien diplomate onusien et ancien Premier ministre sous le régime du Général Conté. M. Fall avait accompagné et soutenu l'élection de l'opposant historique, le socialo-communiste Alpha Condé. Par la suite, le diplomate chevronné et leader politique a fusionné le Fudec dont il était le candidat

avec le Rpg Arc-en-ciel en vue du second tour de la présidentielle. Après l'investiture d'Alpha Condé, grâce à son expérience dans les hautes sphères onusiennes et à son expertise dans le domaine de la gestion des conflits, il a été fait Vice-président de la Commission mixte de suivi et d'évaluation de l'Accord de paix au Soudan du Sud en janvier 2016. En octobre 2016, François Louceny Fall devient représentant spécial pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations unies jusqu'en janvier 2022. ■

Par Alpha A. Diallo
Lire aussi notre brève en page 12

TRICYCLE MULTI USAGE

BK

Motor

MOTEUR :200 CC
CRABOTAGE-
2sieges
CAPACITE :1.6Tonnes

+224 620832972

@BKSTORE 224

Festival Mahin à Bruxelles ce 26 août !

La deuxième édition du **Festival Mahin** se tient dans la capitale belge ce 26 août 2023.

Une pléiade d'artistes (visible sur cette affiche) est conviée à Bruxelles pour rendre l'événement attractif et encore plus festif dans une ambiance chaleureuse avec la diaspora guinéenne de l'Europe.

Samedi 26 août à Bruxelles

L'artiste américano-guinéen DTM est ambassadeur du festival. Le parrain est Mamadou Thug, le comédien humoriste, par ailleurs honorable conseiller membre du CNT faisant office d'institution législative de la transition en cours en Guinée. Le festival Mahin a pour vocation de faire voyager les festivaliers

à chaque édition dans un pays unanimement choisi pour la circonstance. La première édition de 2022 a eu lieu dans la ville de Hindovin, en Hollande. La deuxième édition se tient ce samedi 26 août 2023 à Bruxelles.

C'est une collaboration de la structure V13 production et Africa promo qui a pour but de valoriser la culture guinéenne en Europe à travers des événements vivants.

La présidente de V13 production et ses collaborateurs sollicitent la présence massive des citoyens du monde aux côtés des membres actifs de la diaspora guinéenne pour vivre un festival original dans la bonne humeur et sous de bonnes constellations. ■

Par Ahmed Tidiane Diallo



Une pléiade d'artistes est conviée à Bruxelles pour rendre l'événement attractif et encore plus festif dans une ambiance chaleureuse avec la diaspora guinéenne de l'Europe. (© Fournie)

LibreTribune

Pas en mon nom !

Aly Tandian est Professeur Titulaire en Sociologie. Il a soutenu une thèse de Doctorat à l'Université de Toulouse 2 Le Mirail en France où il a enseigné durant dix années avant de rejoindre l'Université Gaston Berger (Sénégal) où il a créé le Laboratoire d'études et de recherches sur le Genre, l'Environnement, la Religion et les Migrations (GERM) - Il est l'auteur de plus de 40 publications scientifiques dans des revues internationales et a encadré des thèses de doctorat au Sénégal, en Espagne, en Belgique et en France. Il est le Président fondateur de l'Observatoire Sénégalais des Migrations.

Aly.tandian@ugb.edu.sn Tel. +221 77 440 52 68



Aly Tandian
Sociologue. Professeur des Universités, CAMES, Université Gaston Berger de Saint-Louis. Sénégal
Aly.Tandian@ugb.edu.sn

Messieurs de la CEDEAO, Je vous fais part de mon indignation suite à la volonté de la CEDEAO d'organiser une intervention militaire au Niger. C'est une grande colère et une profonde exaspération qui m'affectent car une telle décision est

le projet d'une poignée de politiques dont certains d'entre eux sont immensément contestés par leurs peuples et au-delà de leur continent.

Messieurs de la CEDEAO, Votre projet d'intervention militaire au Niger ne fait pas l'unanimité. C'est une décision qui ne fait que confirmer que le vase déborde. Quel sens pourrait avoir l'usage de la force de la part d'une CEDEAO – une structure d'intégration, doit-on le rappeler- À quoi bon tout bouleverser puisque bientôt le soleil allait luire ?

Je ne vais pas m'attarder, un instant, sur l'échec de l'objectif de la libre circulation des personnes et des biens, mais juste m'élever contre une intervention militaire au Niger. Cette lettre est écrite pour dénoncer le comportement de ceux qui empruntent la voie de l'ouvrier de la discorde. Ma lettre vient

rompre le silence car je ne veux pas être complice. Cette lettre est écrite pour rappeler qu'entre mes mains je tiens ma liberté ainsi que ma solidarité comme il en est le cas de nombreuses populations, d'ici et d'ailleurs, animées par un esprit de justice et qui ne veulent pas se rendre complices d'une tragique décision.

Messieurs de la CEDEAO, Je suis indigné parce que je ne veux pas me rendre complice d'une décision de guerre entre africains prise à partir des salons feutrés. Je condamne au plus profond de moi ces « bureaux de la guerre » où se bousculent, au prix d'une sucette amère, des acteurs de la presse gracieusement entretenue pour exercer une campagne abominable, pour égarer l'opinion et couvrir une décision impopulaire prise par des politiques peu attentifs aux

aspirations de leurs peuples. Je n'ai qu'une passion, celle de la lumière, au nom de l'Afrique qui a tant souffert et pourtant qui a droit au bonheur. Mon indignation est le cri de mon âme. Elle est le cri d'une personne qui a connu et vécu avec des peuples du Niger, de Maradi à Agadez et de Tillabéry à Diffa. Elle est le cri d'une personne qui a longuement échangé avec ses frères et sœurs Haoussa, Zermas-Songhaï, Peul, Touareg et Kanuri.

Messieurs de la CEDEAO, Votre institution est incontestablement divisée et en cas d'intervention militaire au Niger elle ne sera plus en mesure d'unir ses peuples. Votre institution a suffisamment déstabilisé des aspirations nationales et en cas d'intervention militaire au Niger elle continuera à menacer les libertés fondamentales de ses peuples. Votre institution semble être incapable d'offrir des réponses à ses peuples et en cas d'intervention militaire au Niger les migrations dans le Sahel vont s'intensifier ; l'agriculture et l'élevage seront définitivement abandonnés ; l'insécurité et la malnutrition qui rythment le quotidien des populations vont davantage prospérer ; etc. A la place d'une intervention militaire, votre institution devrait plutôt lutter efficacement contre toute forme de discrimination et de propagation d'idéologies nauséabondes qui prospèrent journellement. Notre conviction est que les voies de règlement pacifique de la crise ne sont pas encore épuisées.

Messieurs de la CEDEAO, La CEDEAO devrait faire face aux conséquences désastreuses de l'austérité matérialisées par des systèmes de santé submergés par les pandémies et des filets de sécurité sociale dépassés. La CEDEAO devrait faire face aux multiples offensives sur les conquêtes sociales, aux inégalités sociales, etc.

Messieurs de la CEDEAO, Votre mission, je me permets de vous la rappeler est d'étendre les droits sociaux, de faciliter la mobilité des peuples, de mettre un terme à l'inégalité de traitement des travailleurs, de garantir un socle de droits sociaux, d'améliorer les conditions de travail, de défendre la paix, de mettre un terme aux importations d'armes et aux régimes oppressifs, de soutenir des espaces de dialogue diplomatique régionaux et internationaux, de conquérir l'égalité, de combattre toutes les formes de discriminations liées aux origines, au sexe, au handicap, de renforcer la démocratie, de revoir la répartition du pouvoir entre les institutions pour les rendre plus démocratiques et transparentes, d'introduire de nouvelles formes de participation comme une initiative citoyenne.

Je suis indigné car votre projet ne doit pas se faire en mon nom. Martin Luther King nous apprend que « celui qui accepte le mal sans lutter contre lui coopère avec lui ». ■

Par Aly Tandian

Sagesse

■ Celui qui fréquente les sages devient sage. (...) Un fils sage fait la joie d'un père, et un fils insensé le chagrin de sa mère. (...) Donne au sage, et il deviendra plus sage ; instruis le juste, et il augmentera son savoir. (...) Un fils sage fait la joie d'un père, et un fils insensé le chagrin de sa mère. Écoutez l'instruction, et pour devenir sages, ne la rejetez pas.
Salomon

FIRSTBANK ANNONCE UN APPEL À CANDIDATURE POUR LA DEUXIÈME ÉDITION DE LA FIRSTBANK TECHNOLOGY ACADEMY

FirstBank of Nigeria Limited, le premier fournisseur de services d'inclusion financière du Nigeria, a annoncé un appel à la participation à la deuxième édition de la FirstBank TechnologyAcademy.

Les participants intéressés doivent se rendre sur le site web <https://hdbc.fa.em2.oraclecloud.com/hcmUI/CandidateExperience/en/sites/CX/job/877> et remplir le formulaire de candidature en ligne.

La candidature, qui prend fin le vendredi 11 août 2023, est ouverte aux individus au Nigeria et aux filiales de la Banque en Afrique - FirstBank en Gambie, FirstBank en Sierra-Leone, FirstBank en République du Congo, FirstBank en Guinée, FBNBank au Ghana, FBNBank au Sénégal.

Les candidats présélectionnés seront invités à des entretiens et à des évaluations pour être admis à l'Académie technologique dans les semaines à venir.

La FirstBank TechnologyAcademy s'adresse aux jeunes et récemment diplômés ayant une formation en STEM (Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques). Ces passionnés de technologie suivront un programme complet et pratique qui les exposera à un large éventail de technologies de pointe, notamment : IT Fundamentals, Application Support & Development, Cybersecurity & Infrastructure et Data Science - qui renforcera leur expérience pratique dans le domaine de la technologie numérique. Selon **Folake Ani-Mumuney**, Directrice Marketing et Communication Groupe FirstBank, «en tant qu'institution de services financiers digitaux en Afrique, nous reconnaissons l'impact de la technologie dans le façonnement du monde dans toutes les sphères de l'activité humaine, y compris l'industrie mondiale des services financiers. La technologie est en effet la porte qui ouvre des possibilités infinies dans le secteur bancaire».

«Nous invitons les jeunes diplômés passionnés par l'innovation et désireux de créer un impact positif sur le paysage bancaire à nous rejoindre dans cette aventure transformatrice, pendant que nous continuons à jouer toutes les cartes pour faire de FirstBank la banque de premier choix sur le continent», a-t-elle conclu.

95 % des transactions effectuées par les clients sur les canaux digitaux de FirstBank sont effectuées par 22 millions d'utilisateurs de ces produits digitaux. La banque traite plus de 12 % du volume des paiements du secteur au Nigeria.

La FirstBank TechnologyAcademy est l'une des nombreuses façons dont la banque se réinvente pour ne négliger aucune possibilité d'exposer ses clients à l'état de l'art et à l'expérience bancaire numérique de pointe sur le continent.

À propos de FirstBank

First Bank of Nigeria Limited (FirstBank) est la première banque d'Afrique de l'Ouest et le principal fournisseur de services d'inclusion financière au Nigeria depuis 129 ans.

Avec plus de 750 sites commerciaux et plus de 215538 agents bancaires répartis dans 99% des 774 zones de gouvernement local du Nigeria, FirstBank fournit une gamme complète de services financiers aux particuliers et aux entreprises pour servir ses plus de 42 millions de clients. La banque a une présence internationale avec des filiales opérant dans 9 autres pays. Ces filiales sont FirstBank (UK) Limited à Londres et à Paris, FirstBank Gambie, FirstBank Sierra-Leone, FirstBank en République du Congo, FirstBank eGuinée, FBNBank Ghana, FBNBank Sénégal, ainsi qu'un bureau de représentation à Pékin, en Chine. La banque est à l'avant-garde de la promotion de la banque numérique dans le pays et a émis plus de 12 millions de cartes, ce qui en fait la première banque à atteindre ce seuil.

FirstBank a continué à faire des investissements significatifs dans la technologie, l'innovation et la transformation, et sa campagne de transactions sans numéraire a été régulièrement accentuée avec près de 22 millions de clients actifs de FirstBank inscrits sur les canaux numériques, y compris le service de banque rapide USSD par le biais du code bancaire *894#, qui est connu dans tout le pays.

L'engagement de FirstBank en faveur de la diversité se manifeste dans ses politiques, ses partenariats et ses initiatives, comme le ratio femmes/hommes de ses employés (environ 39%/61% ; et 32% de femmes dans l'encadrement) ainsi que la FirstBank Women Network, une initiative qui vise à combler l'écart entre les genres et à accroître la participation des femmes à tous les niveaux au sein de l'organisation. En outre, l'adhésion de la banque à ONU Femmes est l'affirmation d'une politique délibérée qui est cohérente avec les principes d'autonomisation des femmes d'ONU Femmes - égalité des chances, inclusion et non-discrimination.

Depuis sa création en 1894, FirstBank n'a cessé d'établir des relations avec ses clients en se concentrant sur les principes fondamentaux de la bonne gouvernance, d'une liquidité solide, d'une gestion des risques optimisée et du leadership. Au fil des ans, la banque a dirigé le financement des investissements privés dans le développement des infrastructures de l'économie nigérienne en jouant un rôle clé dans les programmes de privatisation et de commercialisation du gouvernement fédéral. Grâce à sa portée mondiale, FirstBank offre aux investisseurs potentiels souhaitant explorer les vastes opportunités commerciales disponibles au Nigeria une marque de classe mondiale compétitive à l'échelle internationale et un partenaire financier crédible.

Pendant six années consécutives (2011 - 2016), FirstBank a été nommée «Most Valuable Bank Brand in Nigeria» par le magazine de renommée mondiale The Banker du groupe Financial Times et «Best Retail Bank in Nigeria» huit fois de suite, 2011 - 2018, par les Asian Banker International Excellence in Retail Financial Services Awards.

Notamment, en 2022, la Banque a fait un grand pas en avant sur sa trajectoire de croissance avec les notations de viabilité et de défaut d'émetteur à long terme de la Banque relevées à «-B» à «B» (avec des perspectives stables) par Fitch, une agence de notation mondiale de premier plan. Ce relèvement témoigne de la forte génération de capital interne de la Banque et de la diminution correspondante des risques pesant sur sa capitalisation. Fitch a également relevé la notation nationale à long terme de la Banque de « BBB (nga) » à « A (nga) », afin de refléter l'amélioration de sa solvabilité par rapport à celle d'autres émetteurs au Nigeria. En outre, le classement 2022 des 100 meilleures banques africaines publié par The Banker Magazine a révélé que FirstBank était la première banque du Nigeria en termes de performance globale, de rentabilité, d'efficacité et de rendement du risque.

D'autres exploits louables en 2022 comprennent les reconnaissances internationales de FirstBank sur les principaux indices d'EuromoneyMarket Leaders, une évaluation mondiale indépendante des principaux fournisseurs de services financiers, où FirstBank a été couronnée :

- Leader du marché (reconnaissance de niveau 1) en matière de responsabilité sociale et d'entreprise (RSE),
- Leader du marché (reconnaissance de niveau 1) dans le domaine de l'environnement, du social et de la gouvernance (ESG),
- Très bien notée : dans les domaines de la banque d'entreprise et des solutions numériques,
- Remarquable : en matière de services bancaires aux PME.

En 2022, le magazine International Finance a décerné à la banque les titres de «Produit bancaire le plus innovant au Nigeria» et de «Meilleure banque au particulier du Nigeria». FirstBank a également été désignée «Meilleure banque d'entreprise d'Afrique de l'Ouest, 2022» et «Meilleure banque RSE d'Afrique de l'Ouest, 2022» par le magazine Global Banking and Finance. D'autres récompenses notables dans les coffres de FirstBank incluent : «Meilleure banque au Nigeria» par le magazine Global Finance - quinze fois de suite ; «Meilleure banque privée au Nigeria-2021» décernée par le magazine Global Finance ; «Meilleure banque digitale au Nigeria» et «Meilleure banque RSE en Afrique» par le magazine International Business.

En 2023, FirstBank a reçu des récompenses notables, notamment « Meilleure banque privée pour l'investissement durable en Afrique 2023 » par Global Finance Awards ; « Meilleure banque durable au Nigeria 2023 » par International Investors Awards ; « Meilleurs services bancaires sur mesure au Nigeria 2023 » par International Investors Awards ; « Meilleur fournisseur de services d'inclusion financière au Nigeria 2023 » par Digital BankerAfrica ; et « Banque africaine de l'année » par African Leadership Magazine.

Notre vision est «d'être la banque africaine de premier choix» et notre mission est «de rester fidèle à notre nom en fournissant les meilleurs services financiers possibles». Cet engagement est ancré dans nos valeurs fondamentales EPIC - Entrepreneuriat, Professionnalisme, Innovation et Centricité client. Notre ambition stratégique est d'accélérer la croissance de notre rentabilité grâce à une innovation axée sur le client et à une exécution rigoureuse. La promesse de notre marque est de toujours offrir l'ultime «étalon-or» de valeur et d'excellence afin de vous positionner en premier à tous les égards.

Folake Ani-Mumuney
Directrice groupe, marketing et communication d'entreprise
First Bank of Nigeria Limited

L'effritement des relations franco-africaines : Dynamiques, répercussions et perspectives

Enseignant-chercheur en Relations Internationales et en Anglais à l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry (UGLC-SC), et doctorant à l'Université de Sierra Leone, **Thierno Mohamadou Diallo** offre ici des éclairages sur la relation complexe entre la France et ses anciennes colonies africaines, en mettant l'accent sur les événements récents. Il examine les subtilités historiques, politiques et économiques, tout en analysant l'impact sur des pays tels que le Niger, le Mali, le Burkina Faso et la Guinée.

Au carrefour de l'histoire, de la politique et de l'économie se trouve la relation complexe entre la France et ses anciennes colonies africaines.

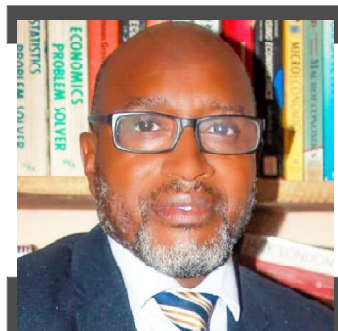
Cet essai se penche sur le paysage nuancé de cette relation, en mettant en lumière les événements récents qui ont accentué son caractère multiforme. Le coup d'État au Niger et la réponse française qui s'en est suivie servent de catalyseur à une analyse plus approfondie, suscitant des conversations sur les intérêts stratégiques de la France dans ses anciennes colonies.

Récemment, la République de Guinée s'est retrouvée sous les feux de la rampe, mettant en lumière une question complexe qui perdure depuis des décennies : les relations entre la France et ses anciennes colonies africaines. S'il est tentant de rejeter la faute sur une seule partie, une analyse plus nuancée révèle que les dynamiques en jeu sont multiples et profondément enracinées dans l'histoi-

re, la politique et l'économie. Le récent coup d'État au Niger et la réaction de la France ont intensifié le débat sur les intérêts stratégiques de la France dans ses anciennes colonies.

L'importance de ces discussions se répercute bien au-delà des circonstances immédiates. Alors que les tensions entre la France et le Mali ainsi que le Burkina Faso s'aggravent, une agonie déconcertante menace de s'étendre au reste des anciennes colonies Françaises, où les intérêts stratégiques sont profondément liés à des liens historiques.

Les implications de l'évolution de ces relations dépassent les cercles diplomatiques, imprégnant la vie des citoyens ordinaires et leurs aspirations à la prospérité et à l'autodétermination. Cependant, les fondements historiques des être niés. L'histoire coloniale jette une longue ombre sur les interactions actuelles, influençant la dynamique du pouvoir, la gestion des ressources et les accords économiques. Alors



Thierno Mohamadou Diallo

Enseignant-chercheur en Relations Internationales et en Anglais à l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry (UGLC-SC), doctorant à l'Université de Sierra Leone. E-mail : tmdiallo2019@gmail.com

que les nations africaines post-coloniales comme la Guinée ont dû faire face à des défis allant de l'instabilité politique au sous-développement économique, l'attribution de ces luttes à la seule France simplifie à l'excès un réseau complexe de facteurs internes et externes. Les critiques soutiennent que l'exploitation historique des ressources africaines par la France, associée à des accords économiques durables, a perpétué un environnement dans lequel les nations africaines luttent pour exploiter pleinement le potentiel de leurs propres richesses. Des décennies de régime colonial ont forgé une tapisserie complexe dans laquelle les entreprises françaises ont histori-

quement profité des matières premières Africaines, laissant le développement local dans l'ombre. Il est impératif de reconnaître ces préoccupations légitimes, mais aussi d'éviter de dépeindre le rôle de la France en Afrique comme une force négative omniprésente.

Pour rectifier les déséquilibres historiques et forger une relation plus équitable, un effort de collaboration doit voir le jour. La voie à suivre n'implique pas nécessairement la rupture brutale de l'influence française. Au contraire, les nations africaines peuvent orienter le discours en engageant des dialogues diplomatiques visant à renégocier les accords économiques et les conditions commerciales. Il est primordial de trouver un terrain d'entente, car cela permettra aux pays africains de tirer parti de leurs ressources pour un développement durable tout en tenant compte des intérêts Français.

Toutefois, les négociations visant à rectifier ces disparités sont des entreprises complexes qui requièrent l'unité des nations africaines. Les divisions passées et les conflits internes ont entravé l'action collective, empêchant tout changement significatif. Pour mettre en œuvre la transformation, les dirigeants africains doivent donner la priorité à la coopération régionale, en mettant en commun leur pouvoir de négociation collectif pour défendre des propositions réfléchies qui s'attaquent aux déséquilibres économiques. Il est essentiel

d'éviter les généralisations abusives qui qualifient de néfastes toutes les interventions de la France en Afrique. Les efforts récents visant à favoriser le développement par le biais d'investissements dans l'éducation, les soins de santé et les infrastructures laissent entrevoir la possibilité d'un partenariat plus équilibré, dans le cadre d'un dialogue sincère et ouvert. En conclusion, l'évolution de la dynamique entre la France et ses anciennes colonies, notamment illustrée par la Guinée, est emblématique d'une interaction complexe entre l'histoire, la géopolitique et les aspirations contemporaines.

Si les préoccupations relatives à l'exploitation sont valables, une analyse complète exige de reconnaître les couches complexes en jeu. Plutôt que de plaider pour une cessation brutale de l'influence française, une voie plus prometteuse implique des dialogues constructifs, une solidarité régionale et des conditions renégociées.

En favorisant la collaboration et la compréhension, l'Afrique et la France peuvent tracer la voie vers un avenir plus équitable et plus prospère. Au fur et à mesure que nous découvrons les subtilités des relations Franco-Africaines, il devient évident que les ramifications de ces relations résonnent bien au-delà de leurs points focaux, exerçant une influence profonde sur le cours de l'histoire en cours d'élaboration. ■

Par Thierno Mohamadou Diallo

LibreTribune

C'est la force qui arrête la force

En paraphrasant Montesquieu, selon lequel « pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que par la disposition des choses le pouvoir arrête le pouvoir », le président de l'Alliance des forces démocratique (Afd) déclare que face aux « *putschistes du Mali, de la Guinée, du Burkina Faso et du Niger* » la Cédéao et ses institutions sœurs n'ont d'« *option que l'intervention militaire* » pour rétablir la démocratie au Niger. Lisez !

Ce sont les militaires putschistes qui ont déclaré la guerre contre nos démocraties naissantes.

Nous sommes sortis difficilement sous la férule des régimes militaires à partir des années 1990, là aussi, il faut le rappeler, en raison du changement de la doctrine onusienne de non intervention dans les affaires intérieures des États par les États-Unis de Bush. Les dictateurs étaient obligés de faire patte blanche dans le mon-

de unipolaire de la pax americana : la démocratie ou un départ forcé du pouvoir.

Au-delà des ingérences des puissances, l'Afrique elle-même a besoin de pacifier les luttes de pouvoir. Or, la démocratie est le système le mieux indiqué pour garantir une évolution pacifique du pouvoir. Acceptons le principe que les citoyens en âge de voter choisissent librement leurs dirigeants. Que ces derniers à leur tour respectent et fassent respecter la Constitu-



Alpha Saliou Wann
président de l'AFD.

tion de la République. Nous ne devons pas entériner le retour du pouvoir kaki dans nos pays. Les armées n'ont aucun argument valable pour s'emparer du pouvoir dans ces quatre pays de la CEDEAO. Certes, le cas de la Guinée et du Mali pose débat. Alpha Condé a fait un coup de force anti-constitutionnel et Ibrahim Bou-bacar Keita est resté sourd à l'enlèvement politique tant avec son opposition que les autres acteurs des accords d'Alger pour

sortir le Mali de la guerre civile. En dépit de la gravité de ces crises politiques, nos lois interdisent formellement à l'armée de diriger le pays. Tout au plus, elle pouvait en toute discrétion demander au président incriminé de démissionner pour faire échos aux demandes motivées des acteurs politiques et sociaux du pays.

Quand toutes les institutions constitutionnelles sont domestiquées par le pouvoir exécutif, la seule alternative crédible pour débloquent la situation reste cette intervention discrète de l'armée. Cette dernière n'a pas vocation à gouverner, mais elle peut aider à faciliter la continuité de l'État.

Le président démissionne et la Constitution que en ses articles concernés par l'intérim du président de la République. Ce sont des arrangements politiques inhérents aux routes sinueuses de la démocratisation. En phase de maturité, aucune intervention de l'armée ne sera nécessaire pour la bonne marche de la démocratie.

Au Mali en 2012, c'est le président de l'Assemblée nationale qui a finalement conduit la transition après le renversement du président Amadou Toumani Touré.

Toutefois, les élites civiles et militaires africaines doivent se résoudre au strict respect de la Constitution. Certains pays africains ont réussi paisiblement leur transition démocratique : le Cap-Vert est un exemple emblématique.

Les putschistes du Mali, de la Guinée, du Burkina Faso et du Niger doivent partir.

L'instrumentalisation du panafricanisme pour couvrir leur forfaiture est inacceptable. La souveraineté populaire s'exprime par les élections et non par la force des armes.

Si les militaires putschistes refusent de partir, il n'y a pas une autre option que l'intervention militaire des armées restées fidèles à l'ordre républicain. ■

Par Alpha Saliou Wann,
président de l'Alliance des forces démocratiques (AFD)

Situation au Niger

Le coup d'Etat n'est pas consommé malgré les apparences



Le général Abdourahmane Tiani, a renversé le président élu Mohamed Bazoum le 26 juillet 2023. (© DR)

Depuis l'annonce du nouveau sommet des Chefs d'Etat de la CEDEAO prévu le 10 août 2023 à Abuja, au Nigéria, les supputations vont bon train sur le coup d'Etat qui serait, selon les pessimistes et les gens peu informés, déjà consommé. Il n'est rien de tout malgré les apparences. En réalité, après la réunion des chefs d'état-major des armées des pays membres de la CEDEAO et les différentes médiations entreprises auprès de la junte nigérienne, l'instance sous-régionale doit se réunir pour, d'une part, faire le compte rendu de toutes les démarches de dialogue avec le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNPS), et d'autre part, prendre connaissance et adopter le plan d'actions de l'intervention militaire avec tous les moyens qui vont avec.

En attendant cette rencontre déterminante et décisive des Chefs d'Etat le 10 août prochain, les missions de médiation se poursuivent avec Niamey. Ainsi la sous-secrétaire d'Etat américaine, Victoria Nuland, connue comme une diplomate chevronnée et influente dans l'administration Biden, a fait le déplacement de la capitale nigérienne pour échanger avec les putschistes afin de leur donner une chance de ne pas sortir de cette crise la queue entre les jambes. Malheureusement les putschistes n'ont pas eu l'intelligence et la sagesse de saisir cette occasion ultime et sont restés droit dans leur aveuglement, leur insouciance et leur entêtement à s'accrocher à un pouvoir illégitime et illégal que le monde entier rejette. Ils ont même poussé la bêtise humaine en lui réservant un accueil de mépris contraire aux usages diplomatiques, à la culture et aux valeurs de

l'hospitalité légendaire du peuple africain en général et des Nigériens en particulier. L'émissaire américain n'a pas été reçu par le chef d'Etat autoproclamé, le général Abdourahman Tchiani alors qu'au même moment il recevait des émissaires du Burkina et du Mali. Victoria Nuland n'a pas non plus été autorisée à rencontrer le Président Mohamed Bazoum. Et sa demande de libération du fils de 20 ans de Bazoum n'a pas été accordée. En adoptant une posture belliqueuse, les putschistes de Niamey ne se rendent pas compte qu'ils révèlent leur vraie nature. Ils viennent de commettre une erreur monumentale face à la première puissance économique et militaire du monde qui plus est, a une base de 1000 soldats au Niger.

Une délégation tripartite CEDEAO-UA-ONU devrait se rendre ce mardi 8 août à Niamey pour rencontrer les putschistes. Contre toute attente, une lettre a été envoyée aux autorités de la CEDEAO les informant que la junte ne pourra pas recevoir cette mission au motif fallacieux de fermeture de l'espace aérien et de climat de colère des populations nigériennes contre la CEDEAO. Pourtant, quelques heures auparavant, les putschistes avaient envoyé une délégation présenter leurs excuses à la CEDEAO et aux chefs d'Etat pour leur refus de recevoir les émissaires de l'organisation et ont par la même occasion exprimé leur disponibilité au dialogue.

En tout état de cause, un compte rendu de toutes ces missions de bons offices sera fait au sommet de la CEDEAO et toutes les conséquences seront tirées. Dans la foulée du refus du dialogue, le général Tchiani a nommé, dans la soirée du

lundi 7 août, Lamine Zeine comme Premier ministre pour donner l'impression qu'il tient véritablement les commandes de l'Etat. Dans la réalité des faits, la panique règne dans le camp des putschistes et se traduit par la fermeture de l'espace aérien par crainte d'une intervention militaire et la paranoïa du général Tchiani qui s'est réfugié et bunkérisé dans son camp. Les membres du CNPS ne peuvent pas avoir accès à lui en dehors de quelques privilégiés comme le général Salifou Modi que les soldats de la garde présidentielle fouillent comme un vulgaire individu et désarment avant toute audience avec leur chef. Autre fait qui alimente les conversations à Niamey: la nomination d'Ali Zeine, natif de la région de l'Est, montre une fois de plus la gestion ethnique de la junte après la mise à l'écart des officiers de l'Ouest à la tête des forces armées nationales. Ali Zeine, a certes été ministre des finances mais il n'a pas le tempérament, l'étoffe et l'envergure politique pour occuper la Primature dans un tel contexte. Connu n'étant pas sociable, il n'a aucun soutien politique ni réseau influent à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Par ailleurs le chef de gouvernement du général Tchiani est un personnage dont la vie privée passe difficilement dans la société nigérienne.

Une chose est sûre, malgré les gesticulations de la junte, la sérénité est la chose la moins partagée chez les putschistes au point qu'ils s'accrochent à tout. Comme le dit ce proverbe camerounais, quand on se noie, on s'accroche à tout, même au serpent. Sinon comment des officiers généraux de l'armée nigérienne peuvent prendre pour référence le Burkina Faso et le Mali empêtrés dans d'énormes difficultés sur le front sécuritaire et dont les armées sont régulièrement mises en déroute par les groupes terroristes? Comment un officier comme le colonel Assimi Goita qui a déserté le front en 2012 avec le général Gamou pour traverser la frontière nigérienne et qui a été ramené par la suite au Mali à bord d'un bus peut-il être un modèle pour des hauts gradés de l'armée du Niger? Comment un petit capitaine fanfaron comme Ibrahim Traoré qui a également fui le front au Centre-Nord du Burkina pour se vautrer dans les salons feutrés de Ouaga bavardant à longueur de

journée et qui souffre de pathologies mentales et est suivi par un médecin Dr Sawadogo pour sa dépendance trop prononcée aux amphétamines, peut-il être un modèle pour des généraux nigériens? En somme comment ces pieds nickelés de Bamako et de Ouagadougou qui ont plongé leur pays dans une insécurité jamais vue dans leur histoire politique peuvent-ils être les conseillers de hauts gradés de la vaillante armée nigérienne? C'est le comble. Le général Tchiani et ses comparses ne font pas honneur au Niger dont la situation sécuritaire s'est beaucoup améliorée depuis que le Président Bazoum a pris les rênes de l'Etat. Tenez, depuis deux ans, la région de Diffa n'a pas subi une seule attaque terroriste. Et si Niamey, qui est à portée de tir de l'épicentre du terrorisme, est épargnée jusque-là par les groupes armés c'est grâce aux efforts conjugués de l'armée nigérienne et de ses partenaires occidentaux. Si le Niger perd ces soutiens, des hordes de terroristes pourraient déferler par milliers à moto et en pick up sur la capitale nigérienne. Du reste, la junte vient de commettre une erreur stratégique en mobilisant toutes les troupes de la région de Diffa pour la frontière avec le Nigéria et le Bénin par peur de l'intervention militaire de la CEDEAO exposant gravement cette zone aux actions meurtrières des bandes armées. A l'heure actuelle, il n'y a aucun soldat à Diffa et la localité peut tomber dans les heures qui suivent entre les mains de Boko Haram ou d'autres groupes armés terroristes. Le risque est imminent. Et si le Niger est déstabilisé par les actions des mouvements terroristes armés c'est toute la sous-région et partant le continent qui sera confronté à une grave instabilité. Toutes les mesures et décisions prises jusque-là par le général Tchiani et son CNPS donnent une idée de leur état d'esprit et du type de dirigeants qu'ils sont. Le Niger mérite mieux que ça. Et l'intervention militaire qui n'a jamais été abandonnée pourrait être lancée à tout moment pour débarrasser les Nigériens de ce groupe d'officiers félons, avides de pouvoir et d'argent afin de faire triompher la démocratie et l'état de droit. ■

Par Samir Moussa,
Niamey, Niger

En bref

NIGER Un premier gouvernement du CNPS composé de 21 membres

Niamey, 10 août (Xinhua) -- Le président du Conseil national pour la restauration de la patrie (CNPS) au Niger, le général Abdourahmane Tchiani, a signé mercredi soir un décret portant la nomination des membres du gouvernement, lequel se compose de 21 membres, dont quatre femmes, à-le jeudi de source officielle. Ce cabinet, qui compte également trois militaires, ne comprend aucun ancien ministre du gouvernement déchu. Aux termes du décret, Ali Lamine Zeine est nommé Premier ministre, tandis que le général Salifou Mody devient ministre de la Défense nationale et que le général Mohamed Toumba prend le portefeuille de l'Intérieur et de la Sécurité publique. ■

BÉNIN la première édition du Festival international du livre et des arts assimilés lancée à Cotonou

Cotonou, 10 août (Xinhua) -- La première édition du Festival international du livre et des arts assimilés du Bénin (FILAB) visant à positionner le Bénin sur l'échiquier mondial à travers son patrimoine livresque et artistique a été officiellement lancée ce jeudi à Cotonou.

S'exprimant au cours de cette cérémonie, le directeur du festival, Komi Ezin, a estimé que le FILAB veut se mettre au carrefour de la diversité littéraire et artistique béninoise.

«Le FILAB est une opportunité pour tous les acteurs de la chaîne du livre et de l'art», a-t-il indiqué, affirmant qu'il est aussi une rencontre d'échange et de partage autour du patrimoine culturel béninois, africain et mondial.

Pour cet acteur culturel, cette édition du FILAB sera aussi destinée au rayonnement culturel à travers plusieurs œuvres littéraires dont les romans, les récits, les bandes dessinées et d'autres œuvres.

Pendant trois jours, a-t-il expliqué, historiens, économistes, écrivains, photographes, conteurs, musiciens, plasticiens, cinéastes et journalistes venus de différents pays du monde sont déjà à Cotonou pour une célébration inouïe.

Ceux-ci prendront part à des conférences-débats, tables rondes, cafés littéraires, ateliers d'écriture, échanges professionnels, intermèdes culturels et visites touristiques, a-t-il précisé. ■

En bref

LEADER DE L'UNPG
Fall promet
d'emboîter le pas
à la Transition

À la tête de l'UNPG, François Louceny Fall a déclaré le 12 août à Conakry: «*Nous emboîterons le pas à la transition qui a mis notre bauxite sur ce chemin salubre. La mise en place d'un cadre juridique indispensable pour attirer les investissements privés nécessaires à la création d'unités industrielles, de petites et moyennes entreprises, sera enclenchée dès les premiers mois après l'élection si comme nous l'espérons vivement, l'Unpg l'emportait*». Il promet de faire de son mouvement politique «*un rassemblement de Guinéens soucieux de servir la Guinée*». Dans cette voie, M. Fall dit que l'un des chantiers que l'Unpg «*ouvrira sera la diversification de l'économie nationale*» par la «*création d'une banque de développement agricole*» et s'activera à «*la transformation sur place de nos ressources naturelles*». ■

Synergie des femmes d'action

Médina Konaté devient cheffe de la communication de Syfa Afrique

Sous le thème, «*l'équité de genre aujourd'hui pour un développement durable*», la Synergie des femmes d'action (SYFA) a porté la guinéenne Mme Médine Magbè Konaté (sur la photo) au poste de Secrétaire générale chargée de la communication du bureau Afrique.



La première convention de Synergie des Femmes d'Action (SYFA) s'est tenue du 27 au 31 juillet 2023 à Lomé, capitale du Togo, sous une bonne de satisfaction pour la guinéenne Mme Konaté. La journaliste et initiatrice du Djassa d'Or a été confirmée par ses sœurs à la présidence de la SYFA section Guinée puis nommée Secrétaire générale chargée de la communication du bureau Afrique.

La convention a été clôturée le 31 juillet, journée de la femme africaine. Tout un symbole pour cette dame des médias qui inscrit son nom dans la continuité des femmes guinéennes engagées dans le partage d'expérience avec leurs compatriotes des autres pays du continent. Mme Médine Magbè Konaté dirige un secrétariat impliquant, pour le moment, des femmes de huit pays d'Afrique. L'objectif

de la SYFA est de promouvoir l'épanouissement de la femme africaine et contribuer au développement durable du continent. A l'occasion de sa nomination, Mme Konaté a salué la solidarité des africaines. Elle a surtout affirmé que «*la synergie d'action des femmes est une manifestation du pouvoir collectif et de la solidarité qui permet aux femmes de faire face aux défis et aux inégalités auxquelles*

elles sont confrontées». Elle assure que c'est dans la franche collaboration et l'unité d'action que les dynamiques membres de la SYFA vont pouvoir «*créer des changements positifs et promouvoir une société plus équitable pour tous*». «*Cela implique de créer des opportunités et un environnement favorable pour permettre aux femmes de réaliser leur plein potentiel, de prendre des décisions autonomes et de participer activement à tous les aspects de la vie sociale, économique, politique et culturelle*». Mme Médine Magbè Konaté est directrice générale de l'agence Djassa multi-communication, initiatrice du Djassa d'Or, la plus grande cérémonie de distinction des médias guinéens. ■

Par Ahmed Tidiane Diallo

SPONSOR LEADER

MISS GUINÉE

ÉDITION 2023

LES RECOMPENSES

- UN CHÈQUE DE 30 MILLES US DOLLARS
- UN HÉBERGEMENT MIS À DISPOSITION DURANT SON MANDAT
- UN VOYAGE EN EUROPE
- FINANCEMENT DU PROJET SOCIAL DE LA MISS GUINÉE À LA HAUTEUR DE 100 MILLIONS DE FRANCS
- UNE BOURSE D'ÉTUDE POUR POURSUIVRE SES ÉTUDES
- UNE VOITURE
- UN TÉLÉPHONE PORTABLE ET UN ORDINATEUR PORTABLE POUR L'AIDER DANS LA GESTION DE SA CARRIÈRE.
- ELLE SERA HABILLÉE TOUT LE LONG DE SON MANDAT POUR TOUTES LES CÉRÉMONIES OFFICIELLES PAR DIFFÉRENTS CRÉATEURS.
- UN ENSEMBLE DE BIJOUX

INFOLINE +224 628 48 43 43